« Préparez-vous à des émeutes lors de l'effondrement de l'euro », avertit le Foreign Office

28/11/2011 à 7h30

Les ambassades britanniques dans la zone euro ont été chargées d'élaborer des plans pour aider les expatriés britanniques lors de l'effondrement de la monnaie unique, à cause de nouvelles craintes concernant l'Italie et l'Espagne.

Comme le gouvernement italien souffre pour emprunter et comme l'Espagne envisage de demander un renflouement international, des ministres britanniques ont déclaré que l'éclatement de l'euro, autrefois presque impensable, est désormais de plus en plus plausible.

> ***Les diplomates se préparent à aider les Britanniques expatriés en Europe à affronter un effondrement bancaire et même des émeutes liées à la crise de la dette.***

Le Trésor britannique a confirmé ce mois-ci que la planification d'urgence pour affronter un tel effondrement est actuellement en cours. Un ministre de premier plan a maintenant révélé l'ampleur de la préoccupation du gouvernement, en affirmant que la Grande-Bretagne était en train de se préparer à un effondrement de l'euro, effondrement qui est maintenant juste une question de temps.

« *C'est dans notre intérêt qu'ils continuent à gagner du temps parce que cela nous donne plus de temps pour nous préparer* », a déclaré un ministre au Daily Telegraph. Les dernières instructions du Foreign Office et du Commonwealth aux

ambassades et aux consulats situés en Europe concernent la planification d'urgence pour des scénarios extrêmes, y compris les émeutes et les troubles sociaux.

La Grèce a connu plusieurs foyers de désordre civil car son gouvernement se débat avec des dettes énormes. Les responsables britanniques pensent que des scènes similaires ne peuvent pas être exclues dans les autres nations européennes, si l'effondrement de la zone euro se produit.

Les diplomates britanniques ont également été chargés de se préparer à aider des dizaines de milliers de citoyens britanniques dans les pays en zone euro, pour affronter les conséquences d'un effondrement financier, qui ne les laisserait pas accéder à leurs comptes bancaires ou même retirer de l'argent. Alimentant les craintes des marchés financiers envers l'euro, à Madrid le nouveau gouvernement du Parti Populaire pourrait demander un renflouement à l'Union Européenne et au Fonds Monétaire International.

Il y a aussi des craintes croissantes pour l'Italie, dont le nouveau gouvernement a été contraint de payer des taux d'intérêt exorbitants pour de nouvelles obligations émises hier. Le rendement sur les nouvelles obligations italiennes à six mois était de 6,5 pour cent, taux ayant doublé par rapport au mois dernier. Le rendement sur les obligations italiennes à deux ans était de 7,8 pour cent, bien au-dessus du niveau considéré comme insoutenable.

Le nouveau gouvernement italien sera obligé de vendre plus de 30 milliards d'euros d'obligations nouvelles d'ici la fin janvier 2012 pour refinancer ses dettes. Les analystes disent qu'il n'y a aucune garantie que les investisseurs achètent l'ensemble de ces obligations, ce qui pourrait forcer l'Italie à faire défaut.

Le gouvernement italien a déclaré que lors des discussions avec la chancelière allemande Angela Merkel et le président

français Nicolas Sarkozy, le Premier ministre Mario Monti avait convenu que l'effondrement italien « *serait inévitablement la fin de l'euro.* »

Les traités de l'UE qui ont créé l'euro et défini ses règles d'adhésion ne contiennent aucune disposition pour les membres qui quittent la zone euro, ce qui signifie qu'une rupture serait désordonnée et potentiellement chaotique. Si les gouvernements zone euro défaut sur leurs dettes, les banques européennes qui détiennent beaucoup de leurs obligations risquerait effondrement.

Certains analystes disent que les ondes de choc d'un tel évènement seraient le risque de l'effondrement du système financier dans son ensemble, laissant les banques incapables de rendre l'argent aux petits épargnants, et ruinant les entreprises dépendantes du crédit bancaire.

La Financial Services Authority a publié cette semaine un avertissement public aux banques britanniques pour qu'elles renforcent leurs plans d'urgence en cas d'éclatement de la monnaie unique. Certains économistes estiment que le pire des cas, l'effondrement pur et simple de l'euro, pourrait réduire le PIB de ses États-membres jusqu'à la moitié, et pourrait provoquer un chômage de masse.

Les analystes d'UBS, une banque d'investissement, ont prévenu que les conséquences les plus extrêmes d'une rupture sont les risques pour les droits de propriété de base et la menace de troubles civils. « *Lorsque les conséquences du chômage sont prises en compte, il est pratiquement impossible d'envisager un scénario de rupture sans de graves conséquences sociales* », a déclaré UBS.

The Telegraph

(Merci à BA & à DANY)